

## LA GARDIENNE DE MON HLM

**Bagnolet, 1991. A part quelques concentrations, les HLM sont bien répartis dans cette ville. Et pour veiller sur ces immeubles, une soixantaine de gardiennes ( dont quelques gardiens), quelque fois le seul lien avec l'extérieur pour les habitants.**

**C**e métier a subi une profonde modification depuis quelques années. Avant c'était un métier d'appoint, les femmes gardaient aussi des enfants. Au moment de la titularisation, lorsque tout ce personnel est devenu employé de la fonction publique locale, il a fallu pour ces gardiennes qu'elles se découvrent comme des travailleuses. Qu'elles apprennent à travailler autrement. C'est un travail très individualisé, l'idée syndicaliste passe mal. Ici les femmes sont isolées. Un syndicat ça marche bien dans un secteur quand on travaille ensemble, mais là on ne se voit jamais. Aujourd'hui les gardiennes ont plutôt peur de se battre. Elles ont été salariées, ce sont souvent des femmes qui ont connu le choc du licenciement. En même temps elles ont connu le syndicalisme dans les entreprises ou les régions où elles étaient. C'est une approche différente.

Pour 10 gardiennes il y a un chef, en fait un «petit chef». On pousse à la délation. La vie familiale, la vie privée tout est mélangé. On ne respecte pas les lois. On donne un petit avantage à l'une ou à l'autre. Quand il arrive quelque chose, du coup, c'est toujours la faute de la copine, jamais du chef.

Aujourd'hui l'office nous demande aussi d'aller chez les gens, de régler les dettes de loyer, même de leur faire un

«plan de rattrapage», et puis après d'aller toquer à la porte pour leur dire «vous devez 500 balles ce mois-ci.» Mais ça ce n'est pas notre rôle. Si on savait un peu mieux utiliser les gardiennes, il y aurait autre chose à faire. En tant que gardienne on est à même de savoir tout ce qui se passe. On sait ceux qui vont mal, ceux qui sont au chômage, notre rôle c'est de signaler ceux qui ont besoin qu'on les aide, alors qu'on nous utilise plutôt comme des flics

Que faire dans les quartiers? Quand on voit des gens qui ont simplement deux ou trois espaces verts, là, alors qu'on a une statue en béton et qu'on interdit aux mêmes d'aller jouer sur la pelouse, de jouer aux ballons... Si on avait une maison du quartier, avec des animateurs... Quand je suis arrivée là, les enfants se battaient à coups de pierre avec ceux de la cité d'à côté. Puis ils ont commencé à se connaître, à jouer ensemble. Et tous se rassemblaient ici pour jouer au foot, se défouler ensemble... Mais cela faisait du bruit. Alors on a dit «les enfants d'à côté n'ont rien à faire là».

Les gens ont tellement peur actuellement, ils voudraient s'enfermer dans leur petite cité.

Comment occuper les enfants? Moi, les miens, je n'arrive pas à les inscrire à une activité: soit c'est à une heure qui ne

convient pas, et puis quand ils arrivent là c'est structuré comme à l'école, «ne fais pas ci,...», ce n'est pas ce dont ils envie. Les terrains ne sont pas organisés pour les enfants.

Quand il y a des problèmes, certaines choses qui se passent, c'est souvent les adultes

Au début où j'étais là un groupe de jeunes est venu s'installer dans le hall. J'ai laissé faire mais quand ils sont repartis ils avaient laissé des canettes et des boissons partout. Alors je suis allée voir leur copain de l'escalier et j'ai mis les choses au point. Depuis il n'y a plus aucun problème, ils laissent leurs mobyettes dehors, ils ne laissent plus traîner de boissons...

La ville avait un projet, ils voulaient arriver à la gérance collective des immeuble, donc la commune créait un site, un ensemble d'immeubles sur lequel on regroupait les gardiennes, on mettait en plus une secrétaire. A Aubervilliers, cela s'est déjà fait. Mais ici ils ont totalement arrêté. Et c'est dommage, parce que si on avait été mises en site, il y aurait eu un noyau qui se serait formé, pour le syndicalisme ça aurait été différent. Mais aujourd'hui on est à nouveau éclatées, chacune dans son immeuble, avec son petit train-train, et beaucoup de distance entre nous.

Un milieu très éclaté, et très peu de réunions entre gardiennes. Au début, la CGT en faisait, mais en disant «maintenant vous avez eu les 36 heures, maintenant il faut travailler», et quand quelqu'un intervenait, le responsable de la CGT disait «c'est pas comme ça qu'on parle, je ne comprends pas ce que vous dites, il faut parler autrement» Il y avait trop de liens entre la CGT et la mairie PC de Bagnolet. La CGT se contentait de régler quelques cas personnels.

**Propos de Monique BEAUJOIE,**  
recueillis par **Louis-Marie BARNIER**

## HISTOIRES DE BANLIEUES

**Alors que depuis des décennies, les différents gouvernements n'ont pas voulu s'attaquer aux racines de l'exclusion (crise économique, chômage, baisse du pouvoir d'achat, ghettos renforcés pour les immigrés et banlieues de plus en plus coupées des grandes villes), il aura fallu des affrontements violents pour que les responsables politiques de droite comme de gauche semblent redécouvrir les banlieues.**

### UNE INADAPTATION FATALE?

L'inadaptation des jeunes n'est pas le fait du hasard. La France a réalisé, en 30 ans, une révolution industrielle que ses voisins, allemands ou anglais ont étalé sur un siècle et demi. Une population habituée à la vie dans les grands espaces, s'est retrouvée resserrée dans le monde vertical des villes. De surcroît, cette urbanisation s'est effectuée au lendemain d'une guerre ruineuse.

La vie moderne a amené une distanciation entre habitat et lieu de travail, multipliant les causes de fatigue et d'inadaptation. La famille élargie a disparu, excluant les vieux dans des hospices ou des maisons de retraite. De plus, les contacts avec les enfants sont limités à quelques moments le matin et le soir. A la ségrégation par classe ou par ethnie s'ajoute une ségrégation par âge. Et à cause de l'omniprésence de la télévision, pour beaucoup de jeunes comme pour de nombreux adultes immatures, l'image ne se distingue plus de la vie. Une société de consommation qui est aussi une société de spectacle devient

par là même une société de frustration pour bon nombre de ceux que leurs revenus excluent de cette participation.

L'école telle qu'elle existe en France et dans beaucoup d'autres pays industriels, est un facteur d'inadaptation pour un certain nombre d'enfants et d'adolescents, par ses méthodes privilégiant les mêmes types de qualités intellectuelles et le goût de la compétitivité.

Même les adolescents qui ont pu suivre sans dommage le rythme imposé à tous sont instruits, mais cette instruction ne leur permet pas de comprendre et de dominer la complexité croissante de notre société. Ils ont du mal à s'intégrer dans le monde des adultes.

### LA DECENTRALISATION

Avec l'accentuation de la crise économique, l'idée de la décentralisation a fait son chemin au niveau gouvernemental. Après 1981, les solutions trouvées seront mises en oeuvre au niveau local; place à ce qu'on peut appeler la «localisation du social». Toute une panoplie de mesures anti-crise va donc permettre aux collectivités locales de ne plus demeurer spectatrices d'un processus de



désagrégation du tissu économique qui allait de pair avec celle du tissu social.

Ainsi tout au long des années 80 vont se mettre en place: Comités locaux pour l'emploi, Contrats de solidarité, décentralisation du système des aides régionales, emplois d'initiatives locales, agences régionales pour l'emploi, Associations régionales pour la formation professionnelle des adultes, missions locales. La plupart des jeunes issus des banlieues et ayant des problèmes d'insertion professionnelle et sociale sont passés par ces différents dispositifs, mais seule une minorité en a tiré profit. Quand au logement, les gouvernements de 81 à 86 puis de 88 à 90 ne voulant pas s'attaquer directement aux politiques patronales concernant l'emploi, vont petit à petit substituer à une politique de logement social une politique sociale du logement. Ce renouvellement de la formule correspond à une nouvelle stratégie, conduire une action globale liant urbanisme, architecture et social. Cependant cette stratégie ne résout pas les problèmes d'emploi et ne change pas fondamentalement les conditions de vie dans les grands ensembles.

## AUX ORIGINES DES GRANDS ENSEMBLES

Au déficit quantitatif d'environ 70 000 logements s'ajoutent après guerre 452 000 immeubles totalement détruits, 1 436 000 endommagés soit environ 1/5 du patrimoine total de 1936. La construction est aidée financièrement par l'Etat, mais un autre problème vient se greffer dans le même temps, l'afflux des ruraux vers les villes. En 1957, des plans pluriannuels sont mis en place (quinquennaux pour les HLM) Sont aussi créées les ZUP (Zones à urbaniser prioritairement). Les HLM, à cette époque, ont surtout profité aux classes moyennes.

Pendant la période 1950-1958 se mettent en place les grands ensembles -ceux que l'on appellera «préhistoriques», avec les plans massifs, les modules répétitifs: modules de 100m à ST Etienne, de 150m à Caen, de 400m à Nancy. La politique des grands ensembles prend son rythme. De 52 à 59, la production sextuple.

Cependant au fil des ans, les grands ensembles vont se détériorer, sans qu'il y ait de politique de rénovation régulière. Les couches de population ayant un revenu suffisant accéderont à la propriété individuelle, ou déménageront pour des quartiers plus riches.

Les emplois proches des ZUP sont souvent des emplois déqualifiés et à bas salaire. Les transports sont insuffisants, quant aux équipements sociaux, ils sont inexistantes. De plus, la vie est chère dans la ZUP, pour les transports comme pour les achats.

Le cadre de vie - logements et ensemble des immeubles - est invivable. Pas seulement à cause de l'esthétique ou du bruit, mais parce qu'il interdit toute vie collective réelle. Le phénomène de bande de jeunes est un substitut à ce manque de vie collective.

Mais la localisation des pratiques sociales signifie aussi qu'il s'agit à la fois de leur donner une place, mais aussi de les réduire en minimisant leur contenu. Quelle lutte contre le chômage peut-on en effet engager dans le seul cadre d'une cité ou d'une ville? Deux objectifs étaient recherchés par cette décentralisation: diminuer les dépenses publiques en sélectionnant davantage les priorités, en hiérarchisant les actions (mesures économiques, actions sociaux-culturelles, amélioration des espaces...) et en jouant plus avec la gestion qu'avec les investissements; gommer les oppositions d'intérêts par une concertation tous azimuts pour résoudre les questions concrètes, mais où la plupart des avis donnés dans ces commissions sont seulement consultatifs. Ainsi élus, fonctionnaires, syndicalistes doivent coopérer au delà de leurs divergences.

## LA REHABILITATION

Le pouvoir local peut alors faire écran au pouvoir central et au pouvoir économique. Si des problèmes existent, il ne reste alors au premier qu'à s'en prendre

à la mauvaise qualité de l'accompagnement social sur son territoire, et au deuxième qu'à s'en prendre au premier en lui reprochant de ne pas savoir gérer ses contradictions locales. Il est tentant pour les dirigeants de l'état de dépolitiser ainsi les enjeux, et on parlera dorénavant de problèmes sociaux locaux et plus tellement de problèmes nationaux. Si cette «décentralisation» continue dans ce sens, il y a des risques que, très vite, les pratiques sociales se cloisonnent. Mais plus grave encore, cela a déjà commencé sur certaines villes, on assiste au repli de partenaires sociaux sur leur propre institution ou association entraînant ainsi l'arrêt de projets globaux sur une ville. Avec la mise en place de nouvelles politiques locales, les maires et les élus vont être amenés à gérer et à organiser différents secteurs dont ils n'avaient pas à s'occuper jusqu'alors. Dorénavant le développement du travail interpartenarial va leur permettre de s'entourer de différents professionnels de l'urbanisme, du social, de l'éducatif et du culturel. Les commissions mises en place vont faciliter leurs interventions,

la tentation va être grande alors pour eux d'influencer ces commissions suivant leur politique ou de les «chapeauter» complètement.

## UN NOUVEAU TRAVAIL SOCIAL

Ce nouveau type de travail questionne les travailleurs sociaux. Il en va de l'avenir de leurs orientations. Comment travailler avec d'autres partenaires sur une ville sans être «chapeauté» par des élus? Comment rester indépendant en tant que professionnel? Déjà les éducateurs de prévention et les assistantes sociales travaillent directement pour les municipalités. La confiance des populations envers les travailleurs sociaux ne peut exister que si ceux-ci sont indépendants des municipalités. Deux logiques sont proposées aux travailleurs sociaux: soit le travail social conduit à la dépendance des populations, l'état et les régions multipliant les aides et encourageant la diversité des travailleurs sociaux; soit il conduit à l'autonomie des populations, les professionnels mettant en place des systèmes de réseaux. Il est évident que dans le deuxième cas des contre-pouvoirs peuvent voir le jour dans les quartiers et faire pression sur les municipalités. Pour la mise en place des DSQ (développement social des quartiers), un certain nombre de villes «à problèmes» ont été retenues. Des commissions ont été mises en place. Après plus de dix ans, mises à part certaines villes qui ont fait des efforts importants, les grands ensembles ont vu leurs façades rajeunir mais sans grand changement intérieur. Quand aux mesures sociales, elles ont été largement insuffisantes, plus tournées vers un assistantat chronique que vers des mesures de solidarité. De plus un manque de démocratie réel dans toutes ces commissions et dans les concertations avec les habitants a entraîné un désinvestissement des partenaires relais et une méfiance des habitants. Ces politiques, qu'elles touchent à l'urbanisme, à l'architecture ou au social, n'ont fait que s'attaquer aux conséquences du mal de vivre, sans s'attaquer d'abord aux causes.

Raymond CURIE



# GALERE POUR BEURS ET ZOULOUS

**Les incidents de Vénissieux en 1981, de Vaulx-en-Velin en 1990 entre autres ont attiré l'attention des médias sur une situation jusque là méconnue: la présence en France d'un nombre important de jeunes issus de l'immigration qui pour diverses raisons se trouvent dans des situations difficiles et en marge de la société française. Enquête de Raymond Curie, de la revue «Paroles et pratiques sociales»<sup>(1)</sup>**

## **LE RENDEZ-VOUS MANQUE DES ANNEES 80**

Dans les années 70, ce furent surtout des représentants des classes moyennes qui développèrent un syndicalisme du cadre de vie. Le début des années 80 fut marqué par l'augmentation massive sur un même espace de jeunes chômeurs et d'ouvriers déqualifiés dans les banlieues. On a même pu penser qu'une jonction des revendications liant le cadre de vie au monde du travail pouvait avoir lieu. Ainsi, à Cenon en 84, des jeunes de la ville ont joué un rôle décisif dans l'organisation d'une grève des impôts locaux dans une partie de la ZUP. Des jeunes de Pau avaient aussi obtenu la gestion d'une maison de chômeurs et dans trois villes du Sud-Ouest (Pau, Bordeaux, Ville-neuve sur Lot) se préparaient des marches contre le chômage et contre l'injustice sociale. Cependant très vite, des associations de chômeurs se structurèrent et se différencièrent des associations de quartier.

Depuis les années 80, de nombreuses associations de ces jeunes ont vu le jour, des actions locales et nationales ont été menées, influencées par différents courants. Ce mouvement associatif s'est développé de manière diffuse et variée. Répondant ainsi à des besoins d'ordre social et culturel, mais aussi à une volonté de lutte contre le racisme, et à un souci de reconnaissance.

Trois grandes tendances existent actuellement: «SOS Racisme» (qui a créé aussi OBU), «Mémoire Fertile» et «France Plus». Tous trois ont choisi de s'ouvrir à toutes les ethnies. Mais en parallèle des réseaux d'associations se

mettent en place avec une forte dose de méfiance par rapport aux récupérations: «résistance des banlieues» se lie avec les JALB de Lyon, avec le collectif contre la double peine (qui lutte contre les expulsions qui accompagnent trop souvent les condamnations de jeunes immigrés), peu à peu des structurations se mettent en place.

Après les années de revendications strictement culturelles, propres notamment à la communauté maghrébine, on est passé à des actions plus orientées vers le social et le politique. D'où la présence de listes électorales et de candidatures de jeunes issus de l'immigration aux dernières municipales de 1989. Petit à petit l'importance du facteur politique a grandi chez ces jeunes, mais bien des appréhensions et des doutes demeurent. Au niveau des états-majors politiques on semble de plus en plus prendre conscience que désormais, il faudra compter avec ces jeunes, mais pour l'instant c'est par des mesures détournées que les responsables de partis tentent de canaliser les revendications: mise en place de conseillers immigrés associés, présence de candidats sur les listes électorales, tentatives d'influencer ces jeunes pour que ceux-ci adhèrent à leur parti.

Cependant les problèmes centraux restent le droit de vote, le chômage et la réduction des inégalités sociales. Certaines réformes politiques comme la carte de séjour de 10 ans ont apporté un espoir de changement. Des prises de position d'hommes politiques permettent d'espérer que l'on pourra avancer vers l'égalisation des droits et vers l'obtention de conditions nécessaires pour une réelle implication de ces populations au niveau





de la vie de la cité et au niveau de la politique en général. Il est sûr cependant que sans la mobilisation des jeunes issus de l'immigration dans différentes actions locales et nationales, la situation aurait peu évolué.

## LE MOUVEMENT HIP-HOP

Au début des années 90, un mouvement culturel de type pluri-ethnique se développe, essentiellement dans les banlieues, il s'agit du mouvement HIP-HOP. Tout est parti de New-York avec AFRICA BAMBAATA en 1975, avec la création de la «ZULU NATION». Membre d'un groupe issu du Bronx et sympathisant des BLACKS PANTHERS partisans du pouvoir noir, il décide après la mort d'un de ses amis dans une bagarre avec la police de développer un mouvement bannissant violence et drogue et prônant la paix et l'unité entre communautés.

Au début des années 80, ce mouvement de la «ZULU NATION» se développe en France avec une minorité de groupes ethniques, en particulier antillais et africains. Mais très vite d'autres groupes pluri-ethniques vont se former et se

passionner pour la break-dance, le graff, le rap et le tag, formant le mouvement HIP-HOP.

La plupart des jeunes qui traînent en bande dans les banlieues ont souvent un statut marginal, jeunes en rupture avec l'école, chômeurs, travailleurs intérimaires,... Le phénomène de structuration en bandes, voire même pour certains en associations comme les «BLACKS PANTHERS» est un phénomène positif, et ceci malgré les dérapages et les actes violents qui sont apparus ici et là. Ils s'organisent, se branchent sur une nouvelle forme de culture. Les valeurs portées par ce mouvement sont très marquées par le pacifisme et l'anti-racisme. Mais les limites sont très floues, et beaucoup de jeunes sont inorganisés sans parler des zoulous «payeurs», groupes informels de jeunes révoltés en marge du mouvement.

Ces actes auront tendance à se réduire quand les pouvoirs publics et les institutions commenceront à dialoguer avec ces jeunes et développeront des initiatives aussi bien au niveau de l'emploi que de l'expression culturelle, ce qui n'est pas vraiment le cas pour l'instant.

## VIE ASSOCIATIVE ET SYNDICALISME

Dans la pratique le PS a abandonné la politique des grands desseins et petit à petit une distance de plus en plus grande s'est creusée avec les syndicats, les associations, et les revendications des différentes couches de l'électorat traditionnel de gauche.

En banlieue, les associations les plus dynamiques ont été celles venues de l'immigration. Apparues dans les années 80, en pleine recomposition du paysage politique et syndical, elles ont eu du mal à trouver une orientation précise, mais ont plutôt agi à court terme et dans l'urgence face aux «exclusions» et aux bavures racistes.

La perte d'influence des organisations liées au mouvement ouvrier a entraîné une marginalisation de larges couches des milieux populaires notamment dans les grands ensembles (voir à ce sujet François DUBET, «La galère».) Les responsables les plus actifs des associations de jeunes issus de l'immigration ne rejettent pas viscéralement la politique, mais ils sont méfiants et ont peur de la récupération. Cependant beaucoup éprouvent de grandes difficultés à dépasser les enjeux politiques de leur localité. Une redynamisation de la vie associative en banlieue s'avère nécessaire pour permettre l'apparition de nouvelles solidarités dans la population.

On a pu constater le peu d'investissement des organisations syndicales sur le chômage. Les unions locales pourraient développer des actions locales dans les cités (bourses aux vêtements, stocks alimentaires gérés en coopérative, et divers autres services). De telles actions nécessairement unitaires rendraient plus populaires les syndicats et leurs idées. Les chômeurs ne se sentiraient plus si seuls, et des actions de mobilisation pourraient être menées sur l'emploi.

**Raymond CURIE**

### Note

1 «Paroles et pratiques sociales» revue de travailleurs sociaux, 8 impasse des trois soeurs, 75011 PARIS

# ET SI C'ÉTAIT LE SYNDICALISME QU'IL FALLAIT SORTIR DE SON GHETTO ?

**Patrice LORSON, secrétaire de l'Union départementale CFDT des Yvelines, depuis de longues années, témoigne du malaise profond qui traverse le mouvement syndical face « au mal des banlieues ».**

**C**es réflexions ont été produites après une AG de salariés des PTT aux Mureaux, suite à plusieurs agressions de facteurs. Cela a été l'occasion de réfléchir sur les problèmes qui se posaient face à des difficultés jusque là mal envisagées par le syndicalisme.

Sur ce département se rencontrent de fortes concentrations d'habitants comme au Val Fourré, à Sartrouville mais aussi de fortes concentrations de personnels qui y travaillent soit dans les administrations (ANPE, ML, enseignement, commerçants, CAF, Sécurité Sociale,...), soit dans les usines (Talbot, Renault et les équipementiers autour); et bien sur ce ne sont pas toujours les mêmes.

L'analyse de la dégradation de la situation et de tensions entre les différents types de populations tient en deux constatations.

**Première constatation : la montée d'un tirage très profond entre ce qu'on appelle les Français de souche et les autres.**

Les situations sont particulièrement complexes selon que l'on est blanc, franco-français ou d'origine immigrée (plus de 34 nationalités recensées sur Mantes). Mais la complexité pèse peu par rapport aux attitudes primaires ou tripartites. C'est ce que rencontrent les militants de Renault, ce qui ressort des dernières élections cantonales de Poissy, cette idée effrayante qui fait son chemin maintenant : "on doit tous les jeter à la mer"!

Un processus irréversible est en train de se mettre en place : parce que les gens ont peur, parce qu'ils ne peuvent plus vivre dans de tels endroits, alors soit ils s'en vont, soit ils font tout ce qu'ils peuvent pour que leurs enfants n'aillent pas dans ces CES ou ces lycées où la violence éclate. On assiste donc à la création petit à petit de ghettos intérieurs à la fois par ceux qui ne peuvent pas partir, y compris les immigrés, et par ceux qui veulent s'en aller, y compris ceux qui y travaillent (enseignants, flics,...). Le drame c'est que ceux qui y travaillent sont souvent des gens pour qui c'est le premier poste, souvent ce sont des gens qui ne sont pas motivés (cf une partie des congés maladie des enseignants qui ne sont que prétexte pour ne pas mettre les pieds dans les établissements) ou qui ne peuvent pas faire autrement. Alors, il n'y a plus de lien social !

**Deuxième constatation : le risque sécuritaire**

L'échec des politiques menées sur la ville est tel que les jeunes ne se reconnaissent absolument plus dans ce qui peut être proposé dans les types de discours actuels. Les faiseurs de discours n'ont plus aucune crédibilité auprès d'eux. Il n'y a plus de lien, de passerelle entre le monde adulte et le monde des jeunes, tout comme il n'y a pratiquement plus aucun militant sur le terrain qui soit capable d'écouter, d'avoir un contact avec eux. La seule forme d'expression est la violence au sens où ils font la constatation que pour pouvoir parler il faut d'abord casser : en cassant on fait venir "les gens qui n'avaient jamais

voulu...". Les jeunes comprennent que pour pouvoir faire avancer un certain nombre de choses il faut aller jusqu'à ce qu'il y ait une espèce de surenchère entre les bandes<sup>1</sup>.

En face se développent des réactions sécuritaires. Pour les facteurs des Mureaux, c'était "nous voulons quand nous faisons une distribution de courrier avoir un flic avec nous" et ils l'ont obtenu. Suite aux événements des Mureaux (mort d'un policier) il y a eu des réactions très violentes au niveau de la population et un très fort soutien aux flics. Des éducateurs qui sont en contacts avec les jeunes nous disent : "il faudrait que les noyaux durs soient en tôle pour pouvoir nous permettre de travailler avec les autres". Il y a même des militants au passé glorieux qui sont en train de développer l'idée qu'il pourrait y avoir des milices populaires. Ça veut dire quoi ? C'est permettre au Front National de pouvoir s'implanter dans les quartiers où il n'est pas encore présent.

Les réactions sont donc particulièrement violentes et certains ont testé au niveau des pouvoirs publics et des élus l'idée qu'il faut des casernes de CRS à l'intérieur de ces endroits là, et maintenant l'idée est particulièrement développée.

## **Les pistes alternatives discutées par la CFDT au plan local**

D'abord, notre optique c'est d'**essayer de retisser des liens de solidarité**, de faire en sorte qu'il y ait des groupes qui prennent en charge les problèmes avec les jeunes. Il ne s'agit pas de parler à leur place ni d'avoir de discours sur eux mais de faire en sorte, par exemple, que les enseignants qui ont envie de travailler dans ces endroits, et il y en a, puissent être mutés, motivés. Il ne s'agit pas qu'il y ait une prime, d'en faire des mercenaires, mais il s'agit de valoriser le travail qu'ils pourraient faire. Le hic, c'est que là on se heurte à des résistances syndicales (les mutations dans l'enseignement sont quelque chose d'extrêmement rigide). Il faudrait donc qu'il y ait la possibilité de mutations un peu particulières, en dehors de la règle générale et qu'on permette à ceux qui veulent travailler de pouvoir le faire.

La deuxième chose, c'est le **terrain scolaire**, le seul vivant. Quand je dis scolaire c'est pas seulement les huit heures par jour mais aussi l'école ouverte le soir comme au début de la 3ème République. Il faut qu'un vrai travail soit fait sur le soutien scolaire avec du personnel qualifié, formé et avec des bénévoles (et pas seulement des professionnels). Mais là on se heurte aussi à des réticences.

Enfin le **problème de l'emploi**. Il ne s'agit pas de dire il faut créer des emplois pour que les jeunes y aillent. On a tous notre expérience et ce n'est pas aussi simple que ça. A Talbot, lors de la création du travail en 4 journées de 10 heures, un travail pénible augmentant certes les difficultés d'intégration de tout nouveau travailleur, la direction cherchait à embaucher des jeunes. Elle souhaitait recruter des jeunes de niveau type lycée avec Bac ou niveau Bac mais, elle n'a pas réussi. Alors, elle est descendu au niveau BEP, puis CAP. Nouvel échec!. Elle a décidé alors d'embaucher des jeunes du coin et a réussi à en recruter 300 à 400. Mais le temps de rencontrer les chefs d'ateliers, de leur montrer le boulot, de les installer, les jeunes avaient disparus après quelques jours!

Il ne suffit donc pas de créer des emplois pour pouvoir mettre les jeunes au boulot. D'abord, les jeunes ne veulent pas faire n'importe quel type de boulot, mais il y a aussi un problème d'apprentissage : pour se lever le matin, pour passer des contrats, pour respecter les contrats, pour comprendre qu'il y a un véritable travail à faire. Ça manque peut-être d'ambition, mais il faut peut-être commencer par replâtrer des situations qui sont des carences du départ qu'il faut combler. C'est peut-être aussi un moyen de recréer des liens entre ce type de population et les syndicats ?

Il faut aussi **permettre aux jeunes de s'installer**, dans des studios par exemple, mais quand on est dans une situation précaire avec un CDD et un salaire faible, c'est difficile simplement de payer un loyer. D'où l'idée de Régies de quartier pour qu'il y ait une certaine autonomisation avec de l'argent, le 0,1% logement, qui soit donné à ce niveau là.

Nous devons, parce que nous sommes syndicalistes intervenant interprofessionnellement montrer qu'il existe d'autres politiques que la politique sécuritaire prônée par certaines forces politiques et que la politique "sociale" développée par l'Etat. L'essentiel, c'est de recréer des liens de solidarité dans la population entre les différents groupes concernés. Ça passe par la mise en place de collectifs avec les familles, avec les professionnels de secteurs, avec tous les syndicats de manière à ce que l'administration et les élus arrêtent de nous tenir un discours médiatique et qu'enfin ils s'y mettent, au-delà des sommes parfois énormes données aux cabinets de consultants, d'audit, aux psychothérapeutes divers qui fondent une véritable industrie sociale, sur le dos des exclus. Ça passe aussi, et peut-être surtout, par notre capacité à sortir d'une certaine conception de l'interprofessionnelle, grand messe, pour concevoir des imbrications de nos actions qui ne manqueront pas de bousculer certaines des revendications professionnelles que nous défendons dans chacune de nos structures syndicales.

**Patrice LORSON.**

## **Notes**

1 Des instituteurs de Sartrouville avaient déposé un dossier pour une bibliothèque depuis 3 ans sans résultat. Suite aux événements, il a été débloqué en 15 jours !

## «JEUNESSE DE BANLIEUE» ET INTERVENTION SYNDICALE

**Les explosions des banlieues interrogent les forces sociales. Les messages en forme de violence que lancent certains jeunes appellent des réponses y compris du mouvement syndical. Yves BAUNAY, Secrétaire national du SNES, expose les positions de son organisation.**

**L**es salariés des services publics sont confrontés dans les «zones difficiles» à des conditions de travail qui mettent en question le sens même de leur métier. Pour les salariés des entreprises, c'est pour certains leurs conditions de vie qui sont en cause, les conditions d'étude et d'insertion de leurs enfants. Pour tous, les appels des jeunes rejoignent une préoccupation majeure aujourd'hui: le chômage, l'emploi précaire, l'interminable transition des jeunes entre la formation initiale et l'emploi stable. Comment construire dans ces conditions et sur ces questions une démarche syndicale authentique, qui parte des aspirations et des intérêts des différentes catégories de salariés, qui fédère leurs revendications en prenant pleinement en charge les problèmes et les demandes des populations confrontées à la dure réalité de la vie des banlieues inhumaines? Comment éviter les dérives technocratiques ou politiciennes, qui tendent à opposer les intérêts et les revendications des uns et des autres?

### **DES FLEAUX SOCIAUX**

La réflexion et l'action sur les explosions sociales des jeunes de banlieues ne peuvent esquiver les grandes questions posées à notre société: les inégalités sociales dans leurs manifestations les plus brutales, comme le chômage, les exclusions de toutes sortes, la concentration de la pauvreté dans certaines zones urbaines. Ces fléaux sociaux conduisent souvent à la privation de l'exercice des droits sociaux les plus élémentaires, tels

que le droit à l'éducation, au logement, à l'emploi, à la santé, la protection sociale, à la participation à la vie de la cité, à la fréquentation des services publics etc...

### **PREMIERES VICTIMES, LES JEUNES**

Le formidable renversement du partage des richesses créées qui s'est opéré dans les années 80 au profit des entreprises a été dur pour l'ensemble des salariés. Il a été terrible pour les jeunes qui ont subi de plein fouet à la fois la détérioration du pouvoir d'achat, la non reconnaissance des qualifications, le chômage et la précarité de l'emploi, des services publics et sociaux altérés dans leur qualité par l'austérité budgétaire. Les plus qualifiés ont le mieux résisté à cette situation, les plus fragiles sur le marché de l'emploi ont connu le chômage et l'exclusion. Ils ont payé le déficit croissant d'emplois qui s'est creusé entre les quelques 400 000 emplois disponibles chaque année et les 650 à 700 000 jeunes quittant le système éducatif ou l'apprentissage. Entre les deux situations le passage par l'emploi précaire pendant une période de plus en plus longue est devenue la règle pour ceux dont la formation est inférieure au bac. L'intériorisation par les jeunes de la réalité du marché de l'emploi est à l'origine de la formidable exigence de formation adressée aux lycées et aux formations supérieures depuis le milieu de la décennie 80, avec pour corollaire la violence et la colère pour les exclus de la formation.





## UNE REPOSE SYNDICALE

Devant cette situation notre responsabilité syndicale est d'être toujours plus exigeant pour que les richesses créées soient affectées à la satisfaction des besoins sociaux, à l'investissement productif, au développement des services publics. Des forces syndicales dans notre pays, sous prétexte de réalisme, mais en fait par manque d'indépendance, ont cru bon de cautionner les politiques d'austérité, en se faisant même les pédagogues du renoncement revendicatif. Elles portent une responsabilité dans la crise de confiance des salariés et des jeunes en particulier dans le mouvement syndical. Il est vrai qu'il ne suffit pas d'avancer des revendications globales. Le mouvement syndical doit être aussi capable d'investir à la fois les grands enjeux sociaux et tous les terrains particuliers, à partir des situations vécues et des questions que se posent les salariés.

## SUR LE TERRAIN DE L'ECOLE

Les zones scolaires sensibles constituent un de ces terrains. Les syndicats enseignants ont contraint les pouvoirs publics à bouger mais très insuffisamment. Avec l'institutionnalisation des ZEP (zones d'éducation prioritaires) l'accent a été mis à l'origine sur la nécessité de moyens renforcés pour affronter

l'échec scolaire dans les zones où les populations cumulent les difficultés économiques, sociales et culturelles. L'idée d'une action cohérente de l'Education nationale, avec d'autres partenaires (collectivités locales, associations, autres services publics) a pu se concrétiser sur le terrain. Les personnels de l'Education nationale par l'action syndicale, ont réussi à faire prendre en compte les conditions plus difficiles du métier dans ces zones et ont revendiqué des moyens spécifiques pour faire face à ces difficultés: décharges de service, formation continue adaptée et possibilités réelles de coordination avec les autres administrations.

## UNE LOGIQUE GESTIONNAIRE

Un rapport du directeur général de la fonction publique dans le cadre de la «politique de la ville» s'est même penché sur les compensations à offrir aux fonctionnaires dans ces zones pour rendre les postes plus attractifs. Mais le rapport de force n'a pas été suffisant pour imposer que la logique qui avait présidé à la constitution des ZEP se déploie dans ses aspects les plus positifs pour tous. L'insuffisance des moyens a entraîné des dérives redoutables. La ponction de postes d'enseignants et de personnels d'éducation sur les collèges pour financer l'afflux de jeunes dans les lycées a multiplié les établissements à problème; malgré les efforts des ensei-

gnants la dégradation sensible des conditions d'étude en collège et en lycée n'a pas permis de venir à bout d'un échec lourd qui frappe environ 15% d'une classe d'âge, soit quelque 100 000 jeunes qui sortent chaque année du système scolaire et d'apprentissage sans avoir atteint le premier niveau de qualification (CAP ou BEP). Les diminutions de DHG (dotations horaires globalisées) ont même touché les établissements classés en ZEP. Les recteurs ont cherché à limiter les établissements classés en ZEP en créant un autre label: «établissements de zones sensibles» qui n'ouvre pas droit aux mêmes moyens et indemnités. Les avantages financiers et de carrière attribués aux personnels sont devenus dérisoires et attribués de façon arbitraire à certains personnels exerçant dans ces zones.

## QUELLE FORME D'ACTION ?

L'action syndicale des personnels en liaison avec toutes les forces sociales intéressés continue à se fixer des objectifs ambitieux pour les jeunes des zones difficiles comme pour leurs enseignants: un enseignement de qualité débouchant sur de vraies qualifications et dispensé par des enseignants qualifiés, sans limitation de leur droit à mutation, mais avec des avantages spécifiques prenant totalement en compte les conditions particulières d'exercice du métier. La nécessité de constituer des équipes stables dans ces établissements doit s'appuyer sur des conditions plus attractives faites aux enseignants, et non pas sur une limitation de leur droit à demander une mutation quand ils le souhaitent. Tout abandon revendicatif pour les enseignants, sous prétexte qu'il y a urgence pour les jeunes conduirait à accepter finalement un enseignement de moindre qualité pour ces jeunes. Personne n'a intérêt à aller dans ce sens. Le mouvement syndical enseignant qui se reconnaît dans le courant Unité et Action de la FEN, choisit pour sa part de lier la démocratisation de l'enseignement à la revalorisation sous toutes ses formes du métier d'enseignant. C'est cette double exigence qu'il mettra au centre des marches pour l'éducation le 12 Octobre prochain.

**Yves BAUNAY**

## “Reconstruire la gauche”.

Je vois deux bonnes raisons de m'abonner à "Collectif". D'une part les noms de camarades que j'estime dans le comité de rédaction, d'autre part le fait que "Collectif" dure... Mais, il y a deux bonnes raisons aussi de ne pas m'abonner. L'une toute matérielle, la trop faible lisibilité, l'autre de fond, le caractère exclusivement syndical... J'ai été toute ma vie un militant politique, même dans le syndicalisme. J'ai dirigé un syndicat où, au-delà de notre intérêt propre, c'était surtout l'intérêt de tous les citoyens qui était en jeu. Je suis de ceux qui proclament que le syndicalisme meurt de cet "apolitisme" que lui ont collé ceux qui prétendaient le sauver. Il faut s'entendre sur les termes : l'exigence d'indépendance politique doit être totale, sans concessions. Toute main-mise d'un parti, fût-il largement majoritaire et de "gauche", ou d'un groupuscule quelconque, fût-il bien intentionné, est intolérable. Mais en complément -j'allais dire bêtement : inversement- l'absence d'analyses et d'objectifs politiques (le changement de société, de ses valeurs, de la répartition, des pouvoirs...) rend l'action syndicale, surtout de nos jours, inopérante, parfois même négative. C'est le cas s'il y a une acceptation implicite, comme aujourd'hui, des règles du capitalisme.

L'effondrement de ce qu'on appelait "le communisme" ou "le socialisme" n'y change rien. Cet effondrement, qui touche ce que j'appelais pour ma part le "fascisme stalinien" est une excellente chose. Il ne justifie pas, si peu que ce soit, le capitalisme rebaptisé hypocritement "libéralisme". En gros, la soumission de toute la société aux pouvoirs économiques et financiers, la soumission des pauvres aux riches, des exploités aux exploités, des exécutants aux décideurs etc...

Alors, dans ce contexte, les militants syndicalistes les plus généreux, les plus persévérants, me paraissent souvent à côté de l'essentiel. Ils me donnent l'impression, sous le bulldozer qui les broie, de défendre seulement le droit de gueuler que ça fait mal, qu'il faut se serrer les coudes pour que ça fasse moins mal, plutôt que de chercher à arrêter, à renverser le bulldozer.

Sans nier la nécessité de maintenir, de régénérer une force syndicale (même si je ne suis plus syndiqué), c'est donc la politique qui me paraît primordiale et, dans l'immédiat, ce que je veux voir clairement affirmé comme priorité, c'est la reconstruction de la gauche. Ou, si l'on préfère et pour ne pas risquer la confusion avec ce qui existait et qui a échoué ou trahi, la construction d'une gauche...

... Et -je suis convaincu que là je vais vous effarer- il y a pour moi une priorité absolue : c'est la télé. Je ne l'ai plus depuis 6 ans mais j'y travaille depuis 35 ans et je l'ai vue vendre, d'année en année, à ceux qui font les nouvelles idéologies, et cela dans l'indifférence, dans l'aveuglement des victimes qui l'avaient payée depuis toujours. Vendue par ceux qui avaient la charge de la protéger ! (et pour les gouvernants de gauche, de la démocratiser). Et ces citoyens télé-spectateurs qui l'avaient toujours payée, je les vois aujourd'hui méprisés plus que jamais mais consentants ! Je sais, lorsque la télé «publique» existait, elle était soumise au pouvoir politique. C'était intolérable. Elle est aujourd'hui soumise aux hommes d'affaires (avec la complicité du pouvoir «de gauche») et c'est pire, nettement pire...

Le problème n'est pas nouveau. J'ai quitté le PSU en 1982 parce qu'on n'y avait pas conscience de cela. On y confondait radios «libres» en plus (on a vu ce que c'est

devenu) avec solution du problème de la télé, la grande, celle qui est de loin la plus regardée. J'ai quitté la CFDT en 1988 parce que, très concrètement, une occasion était offerte d'exiger la reconstruction de la télévision publique et que la CFDT (qui avait défendu pendant des années la double indépendance) n'a pas saisi cette occasion. La confédération avait la possibilité de lancer le grand débat qui n'a jamais eu lieu : quelle télé pour quelle société ? Elle ne l'a pas fait.

On est en train d'entamer une nouvelle phase de la dégradation : beaucoup réclament maintenant la suppression de toute télé publique puisque c'est la même chose que la télé privée. C'est l'abandon à la voie de la facilité mais qui paraîtra de plus en plus raisonnable puisque la voie opposée (la vraie télé publique, forcément première, doublement indépendante, utilisant prioritairement les moyens payés par les télé-spectateurs, cogérée par eux et par ceux qui y travaillent) n'est plus exigée, citée en référence, n'est plus même évoquée, plus même «pensable»...

... Telles sont mes convictions, et donc mes exigences prioritaires : reconstruction d'une gauche, élaboration d'une télé publique véritable, révolution culturelle. Seuls ces objectifs peuvent m'amener désormais à remiliter, à adhérer à un mouvement, même syndical, ou au moins à le soutenir financièrement par abonnement à ses publications.

J'espère que vous serez ce mouvement, celui qui lancera (et maintiendra hors des «spécialistes» nombrilistes du système) l'indispensable débat : quelle télé pour quelle société ? Dans ce cas, mais dans ce cas seulement, je serai des vôtres.

**Pierre REGNIER**  
- Issy les Moulineaux

## “Le syndicat décomposé”

C'est à 16 ans, je crois, que j'ai pris ma première carte syndicale, elle était CFDT. J'étais à l'usine et militais dans un mouvement de jeunes, la JOC. Il y a de cela déjà 23 ans, et si de l'usine, j'en suis sorti, je porte encore sur moi ce souvenir de la promesse d'une vie morne, triste et dure qu'elle envisageait pour moi. Jamais ne n'oublierai non plus que ma porte de sortie fut l'éducation populaire et la pédagogie que transmet la solidarité entre les hommes, pédagogie et force, soutien, aide, à ce point que j'ai fini par croire en mes propres richesses. Quelle découverte ! Merci à ce syndicat là et ce merci là, je l'ai vécu 23 ans en militant de la CFDT. Alors, tout va bien ! me direz-vous ? Non, de ce syndicat là, il faut parler à l'imparfait, au passé, décomposé... et c'est avec une grande amertume, vous devez vous en douter, que j'en parle.

... Ce constat affolant : mon syndicat est mort, mon syndicalisme est nul et non avenue et je me sens orphelin dans une situation jamais imaginée ! Je ne paierai plus mes timbres, je jouerai au loto ou j'achèterai des billets aux loteries de ce que sont devenus les comités d'entreprises qui préparent les travailleurs aux loisirs des clubs du troisième âge, je gagnerai une lampe à bronzer et ressemblerai comme un frère à ce jeune cadre si dynamique qui regrette tant mes analyses négatives. Je verrai tout en positif, je serai un pro du po...sitif.

Salut à tous, moi je décroche comme c'est écrit sur vos petites résidences secondaires : Ça me suffit. Le syndicat m'a donné, j'en ai rendu, j'en redemande, il n'a pas pu, alors salut !

**A R,**  
Gueugnon

## “Collectif est trop soft”

La charte de «Collectif» en 1987, exprimait la volonté des animateurs de la revue de contribuer à la construction d'un projet de transformation sociale.

Le 15 juin 1991, les nombreux intervenants à la commission «mouvement syndical et évolution de la société» ont fait ressortir toute la difficulté d'une telle entreprise. Les avis se sont partagés entre les tenants d'un projet syndical et ceux qui l'écartent des objectifs syndicaux. Faut-il élaborer un projet global ou définir plutôt quelques points précis : là encore les avis ont divergé. De multiples questions ont été soulevées : comment réagir vis-à-vis des multinationales ? Faut-il dissocier revenus et emploi ? Faut-il nationaliser ou «européaniser» ? etc, etc...

... Personnellement, je ne crois pas, mais alors pas du tout, à un essor durable d'un syndicalisme efficace qui ne s'appuierait pas, sinon sur un projet global de société, tout au moins sur des axes revendicatifs significatifs d'un changement profond de la société. A cet égard, «Collectif» a une approche assez «soft» et les thèmes relevant d'une prospective sociale n'apparaissent - rarement - qu'au gré de l'actualité, comme la notion de revenu garanti en 1988 avant le débat parlementaire sur le RMI, ou la reconversion des industries d'armement en juin 1991, après la guerre du Golfe. Une publication qui voudrait vraiment promouvoir un débat sur le changement de société devrait, je pense, y consacrer de manière permanente une bonne partie de chaque parution (disons, par exemple, un tiers de la pagination totale) ...

...Ainsi, pour prendre un exemple concret, la revendication d'une réduction massive et généralisée du temps de travail est actuellement en France en sommeil ... Je me

## A SIGNALER

### • «Voyages au pays de la Peugeot»

Un film de 60 minutes, réalisé par Samir Abdallah, Maurizio Lazzarato, Raffaëlle Ventura et Angela Mélitopoulos, avec la participation des grévistes de l'automne 89 chez Peugeot-Sochaux et Mulhouse.

«Souvenez-vous des années 80... On avait oublié les ouvriers. On prédisait la fin de la «classe ouvrière» et n'avait d'oreilles que pour les sirènes de la réussite individuelle...

La grève de l'automne 89 aux automobiles Peugeot les a mis sur le devant de la scène médiatique. Et voilà que le rideau s'est refermé à la vitesse de la consommation de l'actualité.

Mais que sont devenus les ouvriers ces 15 dernières années ? Que s'est-il passé dans l'usine, dans leur vie, dans leur imaginaire ?

Quels changements dans leur attitude par rapport au travail, aux syndicats, au système politique, à la société ?

Ouvriers Spécialisés, Ouvriers Professionnels, Immigrés, Intérimaires, ce film remet sur le

devant de la scène des personnalités hautes en couleurs qui mêlent temps présent et passé pour mieux comprendre ce qu'a été et ce qu'est devenue cette «classe ouvrière» tellement mythifiée dans les années 60, et faire vivre, documents d'archives et témoignages à l'appui, une mémoire ouvrière confrontée à l'usine restructurée.

(une production IM'MEDIA, 38 rue des Maronites 75020 Paris. Tel : 46 36 01 45).

### • «Je t'ai dans la peau»

Un film de Jean-Pierre Thom. Avec : Solveig Dommartin, Philippe Clevenot, Aurore Prieto, Henri Serre.

«J'ai appris par la presse la mort d'une permanente syndicale qui écrit dans sa dernière lettre : «Je suis le dos au mur ; c'est la fin d'une grande histoire d'amour avec la classe ouvrière». C'est une lettre qui a été distribuée à tous les travailleurs de son entreprise....

J'ai réécrit une fiction. Cela dit, comme je suis documentariste, je

suis allé voir des dizaines et des dizaines de militants, et c'est peut-être là que la démarche a été beaucoup plus intéressante. Pour moi, il y a aussi un regard politique sur une époque. A la fois, elle reprend tout ce dont les femmes ont été porteuses dans les trente dernières années, mais elle le reprend encore avec une manière d'homme. Jeanne meurt aussi du fait qu'elle veut se couler dans un mode de pouvoir bâti par les hommes. Pour être dirigeante, il faut qu'elle se fasse reconnaître par Lucien. A la fin de sa vie, elle aurait pu trouver des solutions pour ne pas mourir.

Mais ce qui est terrible, c'est qu'elle est enfermée dans une problématique où il faut qu'elle meure de l'intérieur d'un appareil. Ce dont elle meurt le plus, c'est de ne jamais avoir pris la distance, pour reconstruire quelque chose avec toute la société. Et elle dit ces mots dans le magnétophone : «Je sais que tout ce que j'ai semé germera».

(Distribué par Flach Film SA, 47 rue de la Colonie 75013 Paris. Tel : 45 81 11 22).

demande de plus en plus si une association, regroupant les partisans de la RTT en dehors de toute considération d'appartenance politique ou syndicale, éditant un bulletin de liaison et surtout faisant pression sur les pouvoirs publics, sur le patronat et sur les centrales syndicales, ne constituerait pas aujourd'hui le meilleur moyen de progresser en la matière.

**Serge SENINSKY,**  
Paris

### “Même si on daignait m'écouter”

Aujourd'hui, je t'écris pour te faire savoir que j'ai démissionné de la la CFDT, le 26 août dernier. Les abandons successifs, les déclarations de Jean Kaspar, ont fait que c'était devenu insupportable pour moi. J'ai donc envoyé

ma démission au syndicat CFDT d'EDF/GDF de Bagneux, auquel j'étais rattaché, comme ancien responsable de la section «retraités» et encore militant. Dans ma lettre, dont j'ai envoyé copie à l'USRP-CFDT, à la fédération Gaz-électricité et à la confédération, je donne les raisons de cette démission après 27 ans d'action militante.

J'ai constaté que, tant au syndicat de Bagneux qu'au groupe régional des retraités EDF/GDF, je parlais dans le vide, même si on daignait m'écouter. Je me suis trouvé «seul». Mon combat étant sans effets et devenant de plus en plus fatigant pour moi, il ne me restait plus qu'à donner ma démission, afin de mettre en accord ma pensée et mes actes.... ce qui n'a pas été sans déchirements. Je ne sais pas encore ce que je pourrais faire pour continuer le combat de la classe ouvrière, surtout

à mon âge (j'ai eu 80 ans au mois de Mai). Bien que n'ayant plus de responsabilités syndicales et n'étant même plus syndiqué, je continuerai tout de même à suivre avec intérêt l'action de «Collectif». Etant donné les relations que nous avons eues déjà sur ces problèmes, j'ai tenu à t'informer de ma décision. Je te prie de croire, en mes meilleurs sentiments.

**Jean QUERCY,**  
Chatillon

*Cette lettre annonçant une rupture traduit la volonté de poursuivre un engagement militant. J. Quercy fut secrétaire national de la JOC (jeunesse ouvrière chrétienne) de 1937 à 1942, militant de la «minorité» CFTC à l'EDF. Nous avons publié un premier courrier de lui dans Collectif n° 10. Nous reviendrons longuement dans un prochain numéro de la revue sur son expérience passée et ses réflexions actuelles.*



### *suite de la dernière page*

communes, aider à ce que les travailleurs non seulement ne payent pas les frais (et ils risquent d'être lourds) du solde de tout compte d'un système qui les écrasait, mais aussi aient leur mot à dire sur ce qui se construit.

**Feu la FSM ?** Au niveau international, l'effondrement du modèle soviétique a évidemment des effets directs. La FSM, Fédération syndicale mondiale dont le siège est - pour combien de temps encore ? - à Prague, perd d'un coup ses gros bataillons; et probablement sa raison d'être, étroitement liée à la Guerre froide et à l'existence d'un camp progressiste, prétendu tel et homogène. Nous n'irons pas la pleurer : son inféodation totale et inconditionnelle à sa direction soviétique ne la rendait pas crédible pour parler d'indépendance. Mais sa prévisible disparition modifie les conditions de la reconstruction d'un mouvement syndical international autonome. Ce n'est pas la CISL, Confédération internationale des syndicats libres, dont le nom résume toute l'histoire, héritière elle aussi d'une Guerre froide qui ne laissait aucune stratégie propre au syndicalisme, qui peut ipso facto en tenir lieu. La présence pesante et insistante des syndicats américains, venant prêcher à Moscou même les vertus de la libre entreprise n'est pas pour infirmer cette idée.

**Mêmes effets, mêmes causes.** En France même, l'effondrement soviétique a aussi des effets directs sur le syndicalisme français. La crise du PCF, la fin du modèle qui fut longtemps la référence pour nombre de militants CGT ne peuvent qu'accroître, à juste titre, les doutes et les interrogations qu'ils auront à vivre et à assumer dans leur organisation. L'enjeu est considérable. Sans débat démocratique dans la CGT - mais aussi dans tout le mouvement syndical, car personne ne peut se juger en dehors sous prétexte d'un ailleurs idéologique qui aurait servi de protection - sur ses orientations et pratiques, ces doutes peuvent se transformer en désaffection accélérée, puis en affaiblissement global du syndicalisme français. Seront-ils nombreux ceux qui, choqués par l'échec idéologique et le reflux de l'action collective, prendront doucement et en catimini leurs pantoufles et leurs distances ? Dans le même temps, d'autres confédérations peuvent être tentées de réactiver leurs projets de re-composition syndicale en contournant, en laissant de côté volontairement la CGT. L'effondrement du modèle soviétique est ainsi mécaniquement transposé en quasi-disparition programmée de la CGT, présentée comme un simple pseudopode du

PCF.

**Le triomphe annoncé du libéralisme.** On le conçoit bien : la fin du socialisme réel fournit une occasion supplémentaire de se faire entendre aux admirateurs béats du libéralisme pur, du capitalisme dur. Leur raisonnement est simple : la chacun pour soi permet le bien-être de tous; toute action collective brise le fonctionnement éthéré du marché et entrave le progrès; le syndicalisme engendre la régression : sous le syndicat, le goulag; le non respect des «lois naturelles» entraîne le désastre : sous le SMIC, le chômage (du moins si l'on en croit quelques non-smicards). Nous ne mangeons pas de ce pain-là. Malgré, contre l'URSS qui a perverti le sens des mots, nous continuerons à penser que le syndicalisme doit «donner toute leur place à la réflexion et à l'action collectives, à la solidarité». C'est ce que proclamait le texte de fondation de COLLECTIF. Pour cela, certes, il doit s'interroger sur lui-même, ses évidences, ses tabous, ses habitudes. Mais s'interroger n'est pas brader. Derrière l'égalité simpliste CGT = URSS, derrière une re-composition qui voudrait ignorer cette organisation, la réduire à une direction communiste en grande partie discréditée, pointe une stratégie très politique : la construction d'un syndicalisme «moderne», partenaire social responsable aux yeux du patronat et de l'Etat, intermédiaire entre la société et l'Etat, acceptant sans discussion ni regret un seul cadre de référence, le fonctionnement du marché.

**Un nouvel horizon.** En revanche, pour nous, la seule démarche possible serait de mener de front, dans un même temps les deux discussions : tirer le très lourd bilan du socialisme réel et de son pays, l'URSS; mais sans perdre de vue ce qui fonde l'existence du syndicalisme. Unique système de défense collective, il ne peut admettre, sous peine de se renier, chômage, croissance des inégalités, oppression et marginalisation de catégories sociales entières, dégâts écologiques, misère et dette du tiers-monde. C'est parce qu'il était devenu en URSS son contraire - acceptant sa transformation en un instrument de contrôle social, organisant un étroit quadrillage de la population pour éviter l'apparition de revendications - qu'il partagera la chute inévitable et souhaitable du parti unique et dirigeant. C'est parce qu'il aura retrouvé une autonomie qu'il pourra réoccuper la place objective que lui donne la permanente et irréfragable défense des travailleurs. N'importe où et n'importe quand.

Dominique GUIBERT,  
Pierre Yves REBERIOUX



# D'Est en Ouest

**A l'est, il y a du nouveau. Il eût été inconcevable que COLLECTIF, en cet automne flamboyant, n'ait rien à en dire. Ce n'est pas être un analyste raffiné que de prévoir de considérables évolutions du et des syndicalismes, en France et dans le monde. Nous militons depuis des années, avec nos divergences et nos débats, pour sa refondation.**

**Les décombres du socialisme.** A cet instant où certains voudraient enterrer l'idée même de socialisme sous les décombres des pays de l'Est, l'heure n'est pas à un repli frileux sur une attente de jours meilleurs. Maintenant s'ouvre particulièrement pour les syndicalistes un espace de discussion et d'action. Inutile de prendre du retard : il serait dommage de partager éventuellement l'opprobre et la condamnation que l'on promet à tous ceux qui ont peu ou prou touché au socialisme comme on touche à la drogue : toute forme de consommation rendrait criminel. Au contraire, il ne faut rejeter aucun travail de mémoire, aucun sujet de débat. Il n'y a pas, il n'y a plus, il n'aurait pas dû y avoir de tabous, de dogmes.

Il existe une autre raison de ne pas se recroqueviller sous l'orage. C'est un raisonnement parfaitement pervers que d'autolimiter la réflexion au prétexte que l'avenir est plein de dangers. Car enfin, ceux-là ne sont pas nouveaux et les événements récents montrent bien que le système dit soviétique, mangeur d'hommes et d'idées, ne les a pas éradiqués puisqu'ils semblent resurgir tels que l'éternité les change. L'histoire a une continuité : s'il ne les a pas vaincus hier malgré un considérable appareil policier, c'est que sa nature n'offrait pas une véritable protection. Toute tentative qui, parce que nous serions dans le même camp commun, semblerait dédouaner le passé réel au nom d'un éventuel futur est une impasse. Les plus grands fossoyeurs du socialisme ne sont pas ses ennemis capitalistes, mais certains de ceux qui s'en réclamèrent. Cela fait bien longtemps que nous avons appris que la fin ne justifie pas les moyens.

**Tentative de bilan.** Dans un champ syndical largement modelé par l'existence historique du «camp socialiste», bilans et remises en cause foisonnent. Aucun n'est neutre. Allons-y du nôtre, à grands traits. C'est d'abord le désastre de la chaîne Parti-Etat-Entreprise-Syndicat. S'il est une force sociale laminée dans le système soviétique, c'est bien le syndicalisme, transformé en courroie de transmission du Parti-Etat, en mécanisme d'inté-

gration à l'entreprise, à sa politique et à sa direction par l'Etat-patron, en moyen de promotion d'apparatchiks divers. Ce prétendu syndicat remplissait certes de nombreuses fonctions sociales et permettait parfois de façon assourdie l'expression déformée et feutrée de rapports de forces sociaux. On ne peut fermer toutes les soupapes. Mais sur le fond, malgré l'appellation frauduleuse, cela avait fort peu à voir avec ce que doit être un syndicat. Défense des intérêts des travailleurs, lutte pour la justice sociale, et pour cela même, indépendance vis-à-vis de la direction d'entreprise, de l'Etat, des partis, fonctionnement démocratique, droit de grève sans limitation : le rappel est certes banal, mais il s'impose plus que jamais. Il est en effet parfaitement agaçant de voir à quel point l'information et la réflexion sont tronquées par la propension à chercher désespérément un ... sauveur suprême. Chaque événement semble se réduire à ce vedettariat. Pourtant, entre Eltsine ou Gorbatchev, l'important n'est pas de savoir à l'ombre duquel marchera l'autre. On ne peut résumer un bouleversement social à la figure d'un seul homme, fût-il investi par l'Ouest de l'oraison funèbre du communisme.

**Les difficultés du temps présent.** Construire à l'Est un véritable syndicalisme, sur les ruines du système précédent, ne sera pas chose facile. Longue est la liste (non exhaustive...) des obstacles : montée des nationalismes exacerbés, grave crise économique, espoirs (naïfs vus de France : nous n'avons pas la même histoire) en l'économie de marché pour résoudre automatiquement les problèmes, émiettement des travailleurs en «individus» méfiants à l'égard des pseudo-syndicats d'avant, absence de traditions de luttes collectives. Il reste que cette construction, à l'heure où le système Parti-Etat-Entreprise-Syndicat s'écroule au bénéfice semble-t-il des multinationales, est à l'ordre du jour, qu'elle a déjà partiellement commencé. Parce que les leçons en seront de grande portée, le mouvement syndical dans le reste du monde doit suivre cette élaboration difficile et contradictoire, coordonner informations et actions